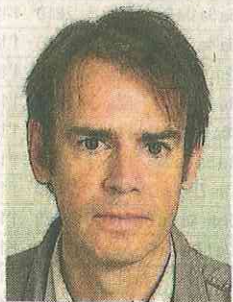


## La croissance ou le bonheur ?

Par **Michel Renault**,  
Maître de conférences à la faculté de sciences économiques de l'université de Rennes 1.



Plus de huit millions et demi de Français vivent au-dessous du seuil de pauvreté et, selon une enquête récente, « un Français sur deux se sent pauvre ». Pourtant, la France est le cinquième pays le plus riche du monde et cette « richesse » n'a fait qu'augmenter depuis les années 1950. Comment alors expliquer de tels constats ? Il faut s'interroger en premier lieu sur le sens de l'indicateur qui mesure cette richesse : le PIB (Produit intérieur brut) qui reflète la « valeur ajoutée » - le supplément de richesses matérielles - produite chaque année par une économie. La croissance représente la variation du PIB d'une année sur l'autre.

Cet indicateur masque la réalité plus qu'il ne la dévoile. Ce fait, connu depuis longtemps, a été remis en lumière par la Commission Stiglitz (du nom du prix Nobel d'Économie qui la présidait), réunie par Nicolas Sarkozy en 2008. Par exemple, le PIB ne dit rien sur le coût environnemental lié à la production de ces richesses. Rien non plus sur la répartition de ces richesses. Or, c'est là que le bât blesse. En effet, depuis les années 1980, le partage de la valeur ajoutée s'est déformé au détriment des salariés (la plus grande part des Français) et en faveur des « profits », les dividendes distribués n'ayant cessé de croître. Autrement dit, produire plus (de valeur ajoutée) n'a pas bénéficié au plus grand nombre.

Autre travers du PIB : il ne mesure pas non plus la qualité de la vie ou

le bien-être. De nombreux travaux le montrent : au-delà d'un seuil, la croissance ne rend pas plus heureux. Joseph Stiglitz et Jean-Paul Fitoussi soulignaient ainsi que « **ce que nous mesurons affecte ce que nous faisons. Réduire le bien-être, en vue d'augmenter quelque imparfaite mesure de la richesse matérielle que ce soit, donne lieu à des politiques totalement erronées** ».

De nombreuses réflexions cherchent ainsi à dépasser les limites du PIB pour mieux orienter les politiques publiques. L'Insee s'est engagé, à la suite de la commission Stiglitz, dans une série de travaux pour mieux mesurer la qualité de la vie, les inégalités de revenu et de patrimoine ou la contribution du travail domestique au niveau de vie des ménages.

Lors de son récent forum mondial à New Delhi, l'OCDE a mis l'accent sur le « mieux vivre » et le « bien-

« Au-delà d'un seuil, la croissance ne rend pas plus heureux »

être », notamment à travers un indice du « mieux vivre ». Dans un même esprit, les régions françaises se sont dotées de nouveaux indicateurs comme l'Indicateur de santé sociale (ISS) ou l'Indice de développement humain (IDH). C'est également le cas de départements comme l'Ille-et-Vilaine. Ces nouveaux indicateurs montrent, par exemple, que malgré un PIB par habitant largement inférieur à celui de l'Île-de-France, la « santé sociale » de la Bretagne y est nettement meilleure.

Ces initiatives doivent nous inciter à repenser collectivement les finalités que nous poursuivons, ce qui compte vraiment pour nous. Mieux mesurer doit permettre de mieux faire. Comme le disait l'économiste Adam Smith, « **on ne doit pas regarder comme heureuse et prospère une société dont les membres les plus nombreux sont réduits à la misère** ».